



Conseil économique et social

Distr. générale
24 février 2016
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session 2016

23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports trimestriels pour la période 2011-2014 soumis par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'entremise du Secrétaire général conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Africa and Middle East Refugee Assistance (Assistance aux réfugiés en Afrique et au Moyen-Orient) – AMERA	3
2. Africa Youths International Development Foundation	4
3. Armenian Assembly of America	5
4. Centre for Environment and Sustainable Development India (Centre pour l'environnement et le développement durable en Inde)	6
5. Community Anti-Drug Coalitions of America – CADCA	8
6. Community Social Welfare Foundation	9
7. Compassion Africa Aged Foundation	10
8. Fundación Ecología y Desarrollo (Fondation écologie et développement)	11
9. International Black Women for Wages for Housework (Femmes noires pour la rémunération du travail domestique)	12



10. International Foundation for Electoral Systems (Fondation internationale pour les systèmes électoraux)	14
11. International Institute for Applied Systems Analysis (Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués)	15
12. International Organization of Employers (Organisation internationale des employeurs) . . .	16
13. Inuit Circumpolar Council (Conseil circumpolaire inuit)	18
14. Mandat International	19
15. Social Development International (SODEIT)	20

1. Africa and Middle East Refugee Assistance (Assistance aux réfugiés en Afrique et au Moyen-Orient) – AMERA

Spécial, 2007

Introduction

L'organisation Africa and Middle East Refugee Assistance (AMERA) a été créée en 2003 en tant qu'organisation caritative au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Elle a joué un rôle de premier plan dans l'établissement d'une programmation de l'aide juridique aux réfugiés dans le monde du Sud, notamment au Cameroun, en Égypte, au Maroc, en Ouganda et en Turquie.

Buts et objectifs de l'organisation

AMERA vise à accroître l'accès à la justice pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, à dispenser des conseils pour la recherche d'un asile, la réinstallation, la réunification des familles et d'autres questions liées à la jouissance des droits fondamentaux; à enseigner le droit des réfugiés à des juristes, à offrir des ressources sur l'Internet pour l'aide juridique aux réfugiés et la gestion de l'information sur les réfugiés.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

En 2011, le Projet de loi sur les réfugiés en Ouganda a étendu le champ de son action à la direction d'une coalition d'ONG ougandaises opposées à la législation du gouvernement ougandais sur l'homosexualité. En 2012, la Fondation égyptienne sur les droits des réfugiés a pris en charge les opérations d'AMERA concernant les réfugiés en Égypte. AMERA a entrepris des démarches en vue de prendre le nom d'AMERA International.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

AMERA travaille sur les réfugiés de concert avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe aux consultations annuelles de l'UNHCR et du Comité exécutif avec les ONG.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

AMERA coopère amplement avec l'UNHCR. L'organisation joue un rôle important dans l'établissement des consultations annuelles de l'UNHCR avec les ONG; elle représente les demandeurs d'asile lors de la détermination par l'UNHCR du statut de réfugié; elle intervient régulièrement auprès de l'UNHCR afin d'améliorer la détermination du statut de réfugié et participe à des ateliers stratégiques sur le règlement des litiges.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

AMERA a intercedé contre l'exclusion des réfugiés des OMD.

2. Africa Youths International Development Foundation

Spécial, 2011

Introduction

Africa Youths International Development Foundation (AFYIDEF) est une ONG internationale (exclusivement consacrée à la jeunesse) ayant son siège au Nigéria et un vaste réseau de membres en Afrique. Cette fondation appuie les travaux des Nations Unies, du Programme d'action mondial pour la jeunesse et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif d'apporter une importante contribution au développement socioéconomique de millions de jeunes en Afrique. En particulier, elle vise à coopérer avec les organismes internationaux pour la prestation de services humanitaires en cas d'épidémie, de guerre, de catastrophe naturelle et de situation d'urgence; à aider à organiser des forums de jeunes ruraux sur l'acquisition de compétences, les arts et la culture et l'autonomisation, et à faire fonction d'ambassadeur de bonne volonté de l'Afrique en favorisant l'intégration du continent et la coexistence harmonieuse de diverses communautés au sein de la société africaine.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'AFYIDEF participe régulièrement aux réunions du réseau local du Pacte mondial des Nations Unies au Nigéria. Elle contribue également aux travaux des Nations Unies à travers les projets suivants : Emploi des jeunes/Programme de création de revenus et Projet de jeunes ambassadeurs pour la paix de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'AFYIDEF a participé au Forum du Sommet mondial sur la société de l'information tenu à Genève (Suisse) du 17 au 25 mai 2011. L'AYIDEF a également participé au Programme international de formation de jeunes ambassadeurs pour la paix à Bangkok (Thaïlande) le 25 mai 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'AFYIDEF a le statut d'observateur spécial auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et est partie du Pacte mondial. Elle collabore également, entre autres, avec l'UNESCO et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mis en œuvre en 2011 un projet intitulé « Initiative pour la sécurité des jeunes ». En 2012, l'AFYIDEF a organisé le Sommet de jeunes cadres africains sur des initiatives d'autonomisation des jeunes et de développement de leurs capacités. Le sommet de 2013 portait sur la diplomatie culturelle et le renforcement des capacités, 11 juin 2013. Le sommet de 2014 a été organisé en collaboration avec le Centre africain pour le développement de l'innovation et du leadership et le Bureau de l'Assistant spécial du Président sur les questions concernant la jeunesse et les étudiants, sur le thème « Favoriser l'innovation et le leadership dans les universités africaines », 10 juin 2014.

3. Armenian Assembly of America

Spécial, 1999

Introduction

L'Armenian Assembly of America (AAA) est une organisation non gouvernementale, non partisane, à but non lucratif qui a son siège à Washington, DC, États-Unis d'Amérique et des bureaux à Los Angeles et New York (États-Unis) et à Erivan (Arménie).

Buts et objectifs de l'organisation

L'AAA cherche à offrir des possibilités de participation des Arméniens américains au processus démocratique américain; à consacrer des travaux de recherche, d'éducation et de plaidoyer à la reconnaissance universelle du génocide arménien; à appuyer le renforcement des relations entre les États-Unis et l'Arménie sur la base d'une vision commune de la démocratie, de l'état de droit, de marchés ouverts, de la sécurité régionale et d'un commerce sans entrave; à promouvoir les initiatives de la société civile en Arménie, à favoriser un développement durable et responsable fondé sur la liberté du marché; et à travailler avec d'autres institutions de plaidoyer et individus non partisans à la poursuite d'objectifs communs.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

L'organisation n'a pas subi de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'AAA collabore avec le Bureau en Arménie du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), lui fournissant les noms de psychothérapeutes arméniens qualifiés de la Diaspora désireux de travailler avec l'UNHCR à aider les Syriens arméniens à s'adapter à la situation actuelle. À travers ses membres américains et autres, l'Assemblée mène des activités de plaidoyer, d'activisme et d'éducation communautaire dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement, des droits de l'homme et de la lutte contre la négation du génocide et des autres crimes contre l'humanité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions mensuelles de la Coalition de psychologie aux Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'AAA a coopéré avec la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies et a appuyé les initiatives de nombreuses organisations arméniennes affiliées aux structures des Nations Unies.

L'Assemblée travaille à l'appui des OMD suivants :

- Objectif 1 : elle a été un puissant avocat du contrat de partenariat au titre du Millennium Challenge entre l'Arménie et les États-Unis axé sur la réduction de la pauvreté et l'accroissement de la productivité agricole en Arménie;
- Objectif 3 : à travers son partenariat passé avec la League of Women Voters;
- Objectifs 4 et 7 : par la création d'une coalition intitulée « Coalition pour une communauté propre » afin de protéger l'environnement dans les régions de Vayots Dzor et Syunik (Arménie) et de promouvoir les soins de santé et une meilleure santé par la recherche, les systèmes de nettoyage des poubelles, la sensibilisation et le plaidoyer;
- Objectif 7 : par le biais de l'organisation sœur de l'Assemblée, le Projet arménien d'arbres, fondée par le Président du Conseil d'administration de l'Assemblée; et
- Objectif 8 : par son action à Washington, DC avec le Congrès et l'Administration des États-Unis, afin d'apporter une aide à l'Arménie enclavée. L'Assemblée témoigne régulièrement devant le Congrès sur cette question.

4. Centre for Environment and Sustainable Development India (Centre pour l'environnement et le développement durable en Inde)

Spécial, 1999

Introduction

Le Centre for Environment and Sustainable Development India (CESDI) est une ONG nationale tournée vers l'action, l'étude et la recherche sur l'environnement et le développement durable. Il a été créé en 1993 par un groupe d'activistes de l'environnement et du développement, et a été inspiré par la réponse au Sommet planète Terre tenu à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992.

Buts et objectifs de l'organisation

Le CESDI est un centre de ressources sur l'environnement et le développement durable. Il souscrit à « un autre modèle de développement économiquement, socialement, politiquement, écologiquement et culturellement durable, répondant aux besoins essentiels de tous, et appuyant les valeurs telles que l'égalité, la justice et l'intégrité de la création ».

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Le Centre n'a pas subi de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Le CESDI a participé activement à l'évaluation des progrès des OMD, offrant des informations à divers niveaux. Il est engagé activement auprès des Nations Unies à de multiples niveaux, comme il est indiqué ci-dessous.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation a participé et présenté des communications à la plupart des réunions suivantes :

- « The Road to Rio 2012: Charting Our Path » : Major Groups and Stakeholders Asia Pacific Meeting, 17-18 October 2011, Seoul, South Korea; (« Le chemin de Rio 2012 : Tracer notre voie ». Réunion des principaux groupes et parties prenantes Asie-Pacifique, 17-18 octobre 2011, Séoul (Corée du Sud);
- Réunion de consultation régionale de la société civile Asie-Pacifique organisée par le Bureau régional Asie-Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement, 22-23 novembre 2012, Katmandou (Népal);
- Réunion régionale Asie-Pacifique de mise en œuvre des conclusions de Rio +20, 22-24 avril 2013;
- Consultation régionale Asie-Pacifique des principaux groupes et parties prenantes, Phnom Penh, Cambodge, 17-18 septembre 2013; et
- Consultation régionale sur la responsabilité à l'égard du Programme de développement pour l'après-2015, lors de la Session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, 5-6 août 2014, Bangkok (Thaïlande).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Le CESDI coopère activement avec divers organes des Nations Unies, en particulier la CESAP, le PNUE et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le CESDI fait également partie du Principal groupe d'ONG affiliées aux Nations Unies

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le CESDI concentre principalement son action sur l'objectif 8. Il collabore depuis 2006 avec le Ministère de l'environnement et des forêts de l'Inde pour la Campagne nationale de sensibilisation à l'environnement, qui est la campagne porte-drapeau du Ministère. Le CESDI participe aussi aux discussions sur les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 12 sur la consommation et la production durables.

5. Community Anti-Drug Coalitions of America – CADCA

Spécial, 2007

Introduction

Community Anti-Drug Coalitions of America (CADCA) est une organisation de prévention de l'abus des drogues qui représente plus de 5 000 coalitions communautaires aux États-Unis d'Amérique et dans 22 pays, œuvrant pour créer des communautés saines et sans drogue.

Buts et objectifs de l'organisation

CADCA s'emploie à réduire l'utilisation illicite de la drogue dans le monde en établissant des coalitions communautaires multisectorielles de lutte contre la drogue auxquelles elle offre formation, assistance technique et d'autres ressources sur les moyens de construire des coalitions efficaces aux gouvernements nationaux et locaux, aux organisations non gouvernementales (ONG) et à des groupes communautaires dans de nombreux pays frappés par la culture, le trafic et l'utilisation illicite de drogues

Changements notables survenus au sein de l'organisation

La CADCA a sensiblement étendu son champ géographique d'opérations depuis qu'elle a reçu le statut consultatif en 2007. La CADCA est actuellement active dans 19 pays, sur cinq continents, notamment en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Afrique, en Asie centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

La CADCA a participé à l'action du groupe de travail qui a élaboré les Normes internationale sur la prévention de l'utilisation des drogues, publiées en 2015. Elle a dispensé une formation et une assistance technique à des communautés hors des États-Unis. À la demande de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), elle a parrainé la participation d'animateurs de groupes de jeunes à l'initiative mobilisatrice en faveur des jeunes lors de la cinquante-septième session de la Commission des stupéfiants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La CADCA a participé aux réunions de la Commission des stupéfiants tenues chaque année en mars au siège des Nations Unies à Vienne (Autriche). En 2014, la CADCA a pris part au débat d'une table ronde lors du Segment de haut niveau de la Commission des stupéfiants. La CADCA a également participé à des réunions parrainées par le Comité d'ONG de Vienne sur les stupéfiants.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La CADCA a collaboré avec l'ONUDC. En particulier, elle a présenté le modèle de coalition communautaire à l'ONUDC et montré comment une coalition communautaire locale peut aider à réduire l'abus des drogues et les problèmes qu'il comporte.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La CADCA a simplement concentré son action sur la création de coalitions communautaires destinées à réduire l'utilisation illicite de drogue et les problèmes qui lui sont liés.

6. Community Social Welfare Foundation

Spécial, 1999

Introduction

Community Social Welfare Foundation (CSWF) est une ONG fondée au Nigéria pour aider les communautés rurales à améliorer leur bien-être socioéconomique.

Buts et objectifs de l'organisation

CSWF vise à inverser le phénomène de l'exode rural et à propager l'idée que la richesse inexploitée et la paix des communautés rurales sont plus saines que la richesse et parfois la frustration des communautés urbaines. Cette organisation cherche à abaisser les niveaux de pauvreté rurale; à trouver les options légitimes pour la survie face aux échecs et aux catastrophes et à réduire les effets de l'analphabétisme et des maladies évitables.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'organisation a participé activement à l'échelon local à plusieurs campagnes lancées par les Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à des réunions locales organisées par des institutions des Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation Community Social Welfare Foundation a travaillé activement à la réalisation des OMD au Nigéria. Au titre de l'objectif 1, elle a organisé des sociétés coopératives afin d'accroître l'accès à des fonds et à des denrées. Au titre de l'objectif 2, elle a créé des centres d'éducation primaire pour adultes et rénové les bâtiments délabrés de certaines écoles primaires. Au titre de l'objectif 5, elle a favorisé l'affectation de personnel infirmier et de santé aux programmes de soins maternels. Au titre de l'objectif 7 elle a mobilisé des fonds pour le forage de puits et

organisé des groupes volontaires chargés de l'assainissement pour des exercices périodiques.

7. Compassion Africa Aged Foundation

Spécial, 2011

Introduction

Compassion Africa Aged Foundation (CAAF) est une ONG qui a son siège au Ghana.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation cherche à contribuer au bien-être des personnes âgées au sein de la société, à plaider en faveur des personnes du troisième âge, à dispenser une éducation sur le VIH/sida, à aider les personnes vivant avec le VIH/sida et à lancer une campagne d'éducation et de sensibilisation sur le paludisme.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Conformément à l'objectif de la réalisation des droits des personnes âgées vulnérables et marginalisées et de la Journée internationale des personnes âgées organisée par les Nations Unies, l'organisation s'engage dans différentes activités le 1er octobre de chaque année pour faire prendre conscience des droits des personnes âgées au Ghana. Elle s'est également employée à autonomiser les personnes âgées au Ghana afin de leur permettre de plaider auprès de leurs communautés, de défendre leurs droits et de négocier et de résoudre les conflits au sein de leurs communautés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été indiquée.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'est engagée dans des programmes d'éducation sur les questions des droits de l'homme et de la pauvreté. Elle s'efforce également d'acquérir un terrain pour bâtir un foyer pour les personnes âgées vulnérables sans logis.

8. Fundación Ecología y Desarrollo (Fondation écologie et développement)

Spécial, 2011

Introduction

La Fundación Ecología y Desarrollo (ECODES) est une organisation fondée en Espagne en 1992 dont l'action se concentre particulièrement sur le monde hispanophone et lusophone (Espagne, Portugal et Amérique latine). Elle a près de 25 ans d'expérience de la mise en œuvre de projets de coopération et de développement dans la région Amérique latine.

Buts et objectifs de l'organisation

ECODES vise à promouvoir des projets de développement durable et la responsabilité sociale des entreprises en Espagne et en Amérique latine. L'organisation consacre son action à des initiatives de recherche sur la durabilité et la responsabilité sociale, y compris des rapports, des dossiers, des articles, des études et des manuels de meilleures pratiques sur les questions d'environnement et les questions sociales. Elle s'emploie également à concevoir, développer et gérer des projets innovants afin de démontrer comment des changements dans les actions et le comportement (schémas de consommation, investissements, utilisation des ressources) peuvent conduire à de profonds changements environnementaux et sociaux. Notre approche collaborative et intégrée recherche la participation de tous les secteurs de la société – les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile – afin de promouvoir un changement social, économique et environnemental positif.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Aucune contribution n'a été indiquée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été indiquée.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

ECODES a coopéré étroitement ces dernières années avec le Bureau d'appui des Nations Unies à la Décennie internationale d'action : l'eau « source de vie » 2005-2015. Son bureau principal étant situé dans la même ville que ce bureau et partageant son intérêt particulier pour les questions concernant l'eau en tant que droit humain fondamental, ECODES a participé à plusieurs manifestations, conférences et initiatives développées, lancées et gérées par cet organisme des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

ECODES gère les projets suivants à l'appui des OMD :

- Le Projet de divulgation des émissions de carbone [Carbon Disclosure Project (CDP)] est une initiative internationale dont ECODES est responsable, qui analyse l'impact sur le changement climatique des grandes sociétés commerciales opérant en Espagne et présente un rapport à cet effet;
- CerpCO2 est une initiative destinée à encourager les individus, entreprises, ONG et institutions gouvernementales et à leur offrir les moyens pratiques d'atténuer leur impact sur le changement climatique mondial;
- Analyse de la responsabilité sociale des entreprises : ECODES effectue des analyses de la responsabilité environnementale et sociale et de la gouvernance des plus grandes entreprises actives en Espagne, au Portugal, au Brésil et au Mexique;
- Alianza por el Agua (Alliance pour l'eau) est une initiative commune à laquelle sont associées 270 ONG, institutions gouvernementales et entreprises en Espagne et en Amérique latine, et qui a deux principaux objectifs : apprendre aux individus et aux entreprises d'Espagne et d'Amérique latine à utiliser l'eau rationnellement et mobiliser des fonds pour des projets d'approvisionnement en eau en Amérique centrale.

9. International Black Women for Wages for Housework (Femmes noires pour la rémunération du travail domestique)

Spécial, 1999

Introduction

L'organisation International Black Women for Wages for Housework (IBWWFH) (Femmes noires pour la rémunération du travail domestique) a été fondée en 1971 par Margaret Prescod et Wilmette Brown à New York, États-Unis d'Amérique.

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation a été créée dans le cadre d'une campagne nationale pour le versement par l'État d'un salaire à toutes les femmes pour leur travail domestique.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Cette organisation concentre son action sur la mise en œuvre des décisions des Nations Unies de mesurer et d'évaluer le travail non rémunéré et les mesures de lutte contre la pauvreté et d'appui à la rémunération, notamment des femmes de couleur. IBWWFH diffuse également les résultats de travaux de recherche sur le travail des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

IBWWFH a assisté à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre 2013.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec des organismes des Nations Unies dans le cadre des activités suivantes :

- Elle a organisé des ateliers pour la présentation de rapports par les délégués sur la centième session de l'Organisation internationale du travail (OIT) en 2011, au cours de laquelle a été adoptée la Convention sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189).
- Elle a travaillé avec les familles de personnes en isolement cellulaire dans des prisons des États-Unis d'Amérique, soulignant l'opposition du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture à l'isolement prolongé, en tant que violation de la Déclaration des droits de l'homme, 2013;
- Elle a fourni des éléments d'information au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence sexuelle à Londres, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; et
- Elle a permis à des femmes demandeurs d'asile de parler de leur expérience, fuyant la violence, demandant l'asile et en détention au Sommet mondial sur la prévention des violences sexuelles dans les conflits, Londres, juin 2014.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené les activités suivantes à l'appui des OMD :

- Elle a aidé à coordonner les manifestations annuelles de la Journée internationale de la femme en Inde, au Pérou, au Royaume-Uni et aux États-Unis afin de mettre en lumière la pauvreté et le poids des travailleurs salariés et des mères non salariées;
- Elle a demandé que des ressources soient affectées pour maintenir les familles hors de la pauvreté et pour l'aide sociale aux enfants au Royaume-Uni et aux États-Unis
- Elle a travaillé à l'application de la Convention No. 189 de l'OIT avec le Sindicato de Trabajadoras y Trabajadores del Hogar (SINTTRAHOL), organisation de soutien aux travailleurs domestiques au Pérou;
- Elle a participé au lancement d'une pétition internationale en faveur d'un salaire pour les mères et les femmes exerçant d'autres métiers en 2014;
- Elle a aidé à gérer et à doter en personnel des centres d'appui aux femmes à Londres, Los Angeles, Philadelphie et San Francisco (États-Unis), comme base de services d'auto-assistance et de campagnes en faveur des femmes; et
- Aux États-Unis, elle a dénoncé le nombre disproportionné de femmes de couleur dans les prisons et l'impact de cette situation sur les familles de ces femmes.

10. International Foundation for Electoral Systems (Fondation internationale pour les systèmes électoraux)

Spécial, 2011

Introduction

L'International Foundation for Electoral Systems (IFES) est une organisation de développement de la démocratie à but non lucratif et non partisane qui soutient les droits des citoyens de participer à des élections libres et équitables. Depuis 1987, l'IFES travaille dans plus de 145 pays allant de démocraties naissantes à des démocraties fermement implantées.

Buts et objectifs de l'organisation

En tant que champion mondial de la promotion de la démocratie, l'IFES soutient la bonne gouvernance et les droits démocratiques en dispensant une assistance technique aux responsables des élections, en habilitant les catégories sous-représentées à participer au processus politique et en appliquant les résultats de travaux de recherche sur le terrain afin d'améliorer le cycle électoral.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'IFES appuie activement l'application d'un certain nombre de traités internationaux qui définissent la participation politique comme droit fondamental. Ainsi, l'équipe de l'IFES chargée de la défense des droits des personnes handicapées s'emploie à faire appliquer à l'échelle mondiale l'article 29 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, et son équipe chargée de promouvoir l'égalité des sexes utilise la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) comme base de toute son action à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IFES participe à toutes les conférences annuelles des États parties à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées tenues à New York; elle a également participé en 2011 aux travaux d'un groupe d'experts et en 2014, à l'organisation de manifestations connexes. Par ailleurs, en septembre 2013, l'IFES a participé à la Réunion de haut niveau sur le droit des personnes handicapées à New York. En octobre 2013, l'IFES a assisté en qualité d'observateur au Huitième Forum des jeunes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris (France).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Au cours de la période couverte par ce rapport, l'IFES a reçu des fonds du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la mise en œuvre de programmes en Guinée et au Mali. L'IFES a également coordonné une assistance technique électorale aux partenaires locaux de la Division de l'assistance

électorale des Nations Unies et/ou du PNUD en Afghanistan et en Haïti. L'IFES a amplement collaboré avec le PNUD au Guatemala, en Haïti et au Honduras pour l'exécution d'évaluations post-électorales, d'ateliers et/ou d'instruction civique des électeurs. Avec cinq autres partenaires, l'IFES et le PNUD administrent le projet administration et coût des élections (ACE), centre d'échanges en ligne de ressources et matériels électoraux. L'IFES et le PNUD collaborent également au programme de perfectionnement professionnel pour l'accumulation de ressources pour la démocratie, la gouvernance et les élections [Building Resources in Democracy, Governance and Elections (BRIDGE)]

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Grâce à son action dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, l'IFES a permis de réaliser des progrès dans la poursuite de l'Objectif 3, en particulier à travers l'indicateur 12. « Proportion de sièges détenus par des femmes dans les parlements nationaux ». À travers les programmes de l'organisation, les équipes de l'IFES s'emploient à renforcer les qualités d'encadrement et la capacité politique des femmes à travers le monde et à aider les partenaires locaux à mettre en œuvre des lois électorales qui favorisent la participation des femmes en tant que dirigeants politiques.

11. Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (International Institute for Applied Systems Analysis)

Général, 1995

Introduction

L'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués [International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA)] est une institution de recherche multinationale non gouvernementale autonome qui réunit des scientifiques des pays développés et en développement pour des travaux de recherche appliquée sur les questions environnementales, économiques, technologiques et sociales dans le cadre des changements mondiaux.

Buts et objectifs de l'organisation

L'IIASA a pour but d'offrir aux responsables des politiques et aux décideurs du monde entier la possibilité de formuler des décisions fondées sur une analyse scientifique rigoureuse.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Le rayonnement géographique de l'Institut s'est étendu à des organisations membres de nations telles que l'Australie, l'Indonésie, le Mexique et le Viet Nam.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'IIASA a contribué à définir les buts et objectifs de l'Initiative « Énergie durable pour tous » (SE4All) du Secrétaire général des Nations Unies, y compris en ce qui concerne l'accès à l'énergie et l'efficacité énergétique. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation

météorologique mondiale (OMM), l'IIASA a contribué à l'établissement du Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Il a également contribué directement aux travaux de plusieurs organismes des Nations Unies en leur offrant des outils et des modèles sur lesquels fonder leurs travaux. Par exemple, les outils de planification de l'utilisation des terres ont permis à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de mieux tirer parti des perspectives d'accroissement des rendements agricoles dans le monde.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'IIASA a participé à l'organisation des Forums de Vienne sur l'énergie de 2011 et 2013. Il a notamment participé aux réunions suivantes :

- Trente-quatrième session de l'organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, Bonn (Allemagne);
- Dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Durban (Afrique du Sud), 2011; Doha (Qatar), 2012; et Varsovie (Pologne), 2013; et
- Les réunions du Groupe d'experts sur l'atténuation du changement climatique.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'IIASA participe activement aux travaux de Réseau de solutions pour le développement durable (Conseil suprême) et à l'organisation de l'Initiative « Le monde en 2050 », qui réunit d'éminents groupes d'experts scientifiques pour analyser les moyens d'atteindre les Objectifs de développement durable. Pour la réalisation de ces objectifs, l'IIASA a participé activement aux travaux de la Commission du développement durable en vue de la préparation du Sommet Rio +20.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IIASA contribue à la réalisation des OMD par ses travaux de recherche en collaboration et à titre indépendant. Ainsi, ses travaux sur l'accès à l'énergie contribuent à l'élimination de la pauvreté et ses travaux sur l'éducation, la fécondité et le développement du capital humain contribuent à la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous et de l'égalité des sexes.

12. Organisation internationale des employeurs (International Organization of Employers)

Générale, 1947

Introduction

Créée en 1920, l'Organisation internationale des employeurs (OIE) est une organisation qui œuvre à l'échelle internationale pour représenter les intérêts des entreprises dans les domaines de la main d'œuvre et de la politique sociale.

Aujourd'hui, elle compte 152 organisations nationales d'employeurs parmi ses membres à travers le monde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'OIE a pour mission de promouvoir et de défendre les intérêts des employeurs dans les instances internationales, en particulier au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT). À cette fin, elle s'efforce de faire en sorte que les politiques internationales en matière de main d'œuvre et dans le domaine social favorisent la viabilité des entreprises et créent un climat favorable au développement des entreprises et à la création d'emplois. Récemment, elle s'est penchée notamment sur l'emploi des jeunes, le secteur non structuré et les normes internationales du travail.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'OIE contribue aux travaux des Nations Unies, et en particulier de l'OIT, dans son rôle de Secrétariat du Groupe d'employeurs à la Conférence internationale du travail de l'OIT, l'organe directeur de l'OIT et toutes les autres réunions liées à l'OIT. À travers son réseau d'organisations nationales d'employeurs, elle appuie également les programmes de développement des Nations Unies dans un large éventail de pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Voici des exemples des types de participation de l'organisation : elle participe notamment aux travaux du Conseil économique et social des Nations Unies, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a été invitée par les gouvernements représentés au Forum mondial sur la migration et le développement à coordonner la concertation avec ce forum. L'OIE travaille avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur les pratiques internationales d'éthique en matière de recrutement.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Le champ d'action de l'OIE avec les organismes des Nations Unies est particulièrement vaste. En voici quelques exemples : l'OIE est membre du Conseil consultatif du Pacte mondial des Nations Unies. Elle a également présidé à l'engagement des entreprises dans les travaux du Groupe de travail des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme. L'OIE est le principal point de contact des entreprises pour le projet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'amélioration de l'accès aux recours, et a participé à de nombreuses conférences du HCR sur la question des entreprises et des droits de l'homme.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'OIE suit de près les travaux de nombreux groupes des Nations Unies engagés dans les débats sur le programme de développement pour l'après-2015. L'OIE s'est employée à influencer ces débats à travers le Pacte mondial des Nations Unies et l'Alliance mondiale des entreprises. L'OIE a également contribué au Dialogue sur la mise en œuvre de l'Agenda pour l'après-2015 animé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

13. Conseil circumpolaire inuit

Spécial, 1983

Introduction

Le Conseil circumpolaire inuit est une organisation internationale autochtone représentant quelque 160 000 Inuit vivant dans les régions arctiques de l'Alaska (États-Unis d'Amérique), du Canada, du Groenland et de Tchoukotka (Russie).

Buts et objectifs de l'organisation

Cette organisation a pour principaux objectifs de renforcer l'unité parmi les Inuit de la région circumpolaire; de promouvoir les droits et intérêts des Inuit sur le plan international; d'assurer et de développer la culture et la société inuit; d'accroître la participation des Inuits au développement politique, économique et social de leurs territoires; de développer et de promouvoir des politiques durables de sauvegarde de l'environnement arctique; et de travailler à la reconnaissance des droits fondamentaux des peuples autochtones.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements notables.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

L'Organisation s'efforce de promouvoir et de protéger les droits des peuples autochtones à travers le monde. Elle a contribué activement à l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à la création de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Elle a également participé activement à la préparation de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones et de ses conclusions, les 22 et 23 septembre 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Dixième, onzième, douzième et treizième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones, New York, 16-27 mai 2011; 7-18 mai 2012; 20-31 mai 2013 et 12-23 mai 2014;
- Quatrième, cinquième, sixième et septième sessions du Mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Genève (Suisse); et

- Autres réunions pertinentes du système des Nations Unies, telles que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation travaille directement avec le système des Nations Unies, en particulier à travers le Groupe d'appui interinstitutions sur les questions relatives aux peuples autochtones.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Conseil circumpolaire inuit a participé activement à la formulation de l'agenda de développement pour l'après-2015, en particulier à travers le Grand groupe des peuples autochtones.

14. Mandat International

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Mandat International est une organisation basée à Genève, Suisse, qui œuvre à promouvoir la coopération internationale, notamment dans le cadre du système des Nations Unies.

Buts et objectifs de l'organisation

Mandat International a pour buts de promouvoir le dialogue et la coopération internationale; accueillir, informer et faciliter la participation aux conférences internationales; et soutenir et héberger économiquement les délégués venant de pays en développement.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

Mandat International a été accréditée comme organisation internationale auprès du Secteur de normalisation des télécommunications de l'Union Internationale des télécommunications (UIT-T).

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Mandat International a développé plusieurs sites d'information en ligne pour les délégués participant aux conférences internationales; développé un moteur de recherche juridique sur le droit international; organisé plusieurs bureaux d'information au Conseil des droits de l'Homme en coordination avec le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme; et formé et soutenu les femmes syriennes réfugiées en Turquie avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Mandat International a participé à plusieurs sessions du Conseil des droits de l'Homme, Genève, ainsi qu'au Sommet Mondial sur la Société de l'Information.

Elle a également pris part aux semaines « Normes Vertes » de l'Union Internationale des télécommunications (UIT).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Mandat International a coopéré avec le FNUD, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'UIT.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a développé des projets de recherche et a soumis des rapports sur les technologies de l'information pour le développement durable. Elle a contribué au développement des « Smart Sustainable Cities Key Performance Indicators » dans le cadre de l'UIT.

15. Social Development International (SODEIT)

Spécial, 2011

Introduction

Social Development International (SODEIT) est une organisation de développement social et de secours ayant son siège au Cameroun, qui travaille à la réalisation pratique d'initiatives de développement social durables en protégeant les populations vulnérables et à risque et leurs communautés.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'efforce de promouvoir la transformation sociale et économique des communautés pauvres; d'encourager la participation active des populations les plus vulnérables au processus de développement; de réunir les parties prenantes afin de concevoir, de mettre en place et d'exploiter des projets et programmes de développement socioéconomique rural et périurbain reproductibles; de tenir les gouvernements et les institutions pour responsables de l'exécution des engagements pris en vue de protéger et de promouvoir les intérêts des populations pauvres et les plus vulnérables; et d'orienter les politiques et les investissements vers la réduction de la pauvreté.

Changements notables survenus au sein de l'organisation

La SODEIT a ouvert une branche aux États-Unis d'Amérique, dénommée Social Development International Cooperation (Coopération internationale au développement social) qui a pour mission de mobiliser des ressources pour son action au Cameroun. Un nouveau statut a été élaboré pour la branche nord-américaine de l'organisation.

Contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies

Les activités de la SODEIT pendant la période couverte par ce rapport avaient trait notamment aux domaines suivants : autonomisation des filles et adolescentes-mères; appui à l'éducation des enfants; éducation des femmes en matière de

finances et d'initiative privée; habilitation des jeunes; santé publique, et éducation en matière d'agriculture et d'environnement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La SODEIT a participé aux programmes des Nations Unies pour l'échange d'informations à Buea et Yaoundé (Cameroun), 2011-2014. Elle a participé aux réunions de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) sur la violence à l'égard des femmes à Buea. Elle a contribué à des programmes en ligne sur l'élaboration des Objectifs de développement durable et l'évaluation des OMD.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La SODEIT a signé une lettre d'engagement envers les Pacte mondial des Nations Unies en 2011. Elle est un membre actif de la Présidence de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur l'éducation en vue d'un développement durable. En outre, elle est membre du Partenariat mondial Halte à la tuberculose et de la Coalition pour la Cour pénale internationale.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de son programme d'autonomisation des filles et adolescentes mères, elle a formé 700 filles et femme afin qu'elles deviennent des citoyennes actives et qu'elles fassent entendre leurs voix pour faire de l'autonomisation des filles une priorité des objectifs de développement durable. Dans le cadre de son appui à l'éducation des enfants, elle a également dispensé un appui psychologique aux enfants des régions rurales afin qu'ils deviennent des citoyens responsables.
